

Industrie : les commandes doivent profiter à tous

Navale, aéronautique, énergies marines... L'industrie va bien. En même temps, le département compte 27 000 allocataires du RSA. Pas acceptable pour le président du conseil général.

Rideau. Lundi, débutera la dernière session du conseil général. La toute dernière, puisque des élections des 22 et 29 mars, sortira une nouvelle assemblée, fortement renouvelée, avec des compétences que la suite de la réforme territoriale va réviser d'ici là. Philippe Grosvalet devrait évoquer, la semaine prochaine, le bilan de ses quatre années de présidence socialiste. Il s'en dit fier. « **Dans un contexte difficile, les engagements ont été tenus et même au-delà. Tout cela en maîtrisant les grands équilibres financiers.** »

Dans le budget (1,3 million d'euros), l'enveloppe des solidarités pèse près de 800 millions. Dans ce domaine, le Département ne s'est jamais contenté de distribuer des allocations. Une nouvelle fois, Philippe Grosvalet entend lui faire jouer un rôle moteur. Avec Airbus, la navale et les énergies marines, des vents favorables soufflent en Loire-Atlantique. L'industrie y dispose de plusieurs années de visibilité. En même temps, le

département compte 27 000 allocataires du RSA. « **Nous ne pouvons laisser autant de monde sur le bord de la route, c'est notre défi** », affirme l'élu nazairien.

« **L'essor économique doit profiter à tous, en commençant par les habitants de ce département. Autrement, nos concitoyens ne comprennent rien, et le Front national s'engouffre là-dedans. Tous les moyens doivent être employés pour les que nos habitants soient les premiers à bénéficier de ces emplois** », insiste l'élu nazairien, très sensible aux remarques entendues sur le terrain.

« Pas le moment de baisser la garde »

Le maire de Saint-Nazaire est sur la même longueur d'onde. David Samzun devrait bientôt lancer une initiative dans ce sens. Philippe Grosvalet va l'appuyer. Le président du conseil général demande l'organisation d'un grand débat avec les acteurs de l'économie et de l'insertion.

Une table ronde afin de mettre à plat les compétences demandées par les entreprises et déployer des réponses. « **Un territoire déséquilibré sur le plan social n'est pas un terrain favorable au développement économique** », fait-il remarquer aux employeurs.

Le Département, poursuit Philippe Grosvalet, est prêt à s'engager sur le terrain qui est le sien, celui de l'accompagnement des personnes les plus éloignées de l'emploi. Il dispose d'équipes, les unités emploi, pour aller sur « **le front social** ». Leurs effectifs ont été maintenus, « **ce n'est pas le moment de baisser la garde** », fait remarquer l'élu, en une allusion directe à son opposition, laquelle voudrait réduire le nombre d'agents du département. Au lendemain de la session, Philippe Grosvalet présentera la campagne socialiste des élections départementales. Visiblement, elle est déjà lancée.

Marc LE DUC.



27 000 allocataires du RSA. Pour Philippe Grosvalet, président du conseil général, « nous ne pouvons laisser autant de monde sur le bord de la route »